

Etude 2016 : Les nouvelles luttes citoyennes

Mise en perspective à travers le TTIP

La mobilisation contre le TTIP menée depuis quelques années par différents acteurs de la société civile belge a éclaté au grand jour en 2016. Dans la plupart des pays d'Europe, des personnes se sont levées contre ce projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. La question des traités économiques transatlantiques s'est même frayé une place centrale au cœur des agendas politiques et médiatiques belges à la fin du mois d'octobre de cette même année.

Quelles leçons tirer des actions déployées en Belgique contre ce traité ? Comment analyser ce mouvement de protestation particulièrement puissant et fécond en initiatives citoyennes ou associatives dans notre pays ? Quelles peuvent être les conditions de réussite d'un mouvement de luttes citoyennes ? Quelles voies d'action privilégier pour les luttes futures ? Ce sont ces questions qui ont alimenté la réflexion de la seconde étude « Justice et Paix 2016 » consacrée aux nouvelles luttes citoyennes.

L'objectif de cet ouvrage consiste d'une part, à apporter certains éléments de réflexion à tout citoyen désireux de s'engager dans un parcours militant et d'autre part, à enrichir le questionnement des personnes déjà mobilisées sur le terrain qui désireraient élaborer des actions futures, que celles-ci visent l'arrêt des négociations de traités commerciaux ou un autre combat en faveur des droits humains. Pour comprendre le sens de ces luttes, nous avons poursuivi un parcours en trois étapes qui guide et oriente l'approche de Justice et Paix : voir, juger et agir.

Le TTIP et son monde

Une première étape a consisté à replacer le TTIP dans son contexte en analysant les conditions historiques, géopolitiques et idéologiques dans lequel il s'inscrit. Ainsi, nous montrons que les négociations qui entourent cet accord s'accompagnent d'un processus d'intensification du libre-échange que l'on peut faire remonter à la fin de la seconde guerre mondiale. A échelle variable, les accords du GATT, de l'OMC, du TTIP ou du CETA participent d'un même mouvement de dérégulation qui progresse depuis près de 70 ans. Par ailleurs, le TTIP s'accompagne d'un courant d'idées très prégnant qui tend à faire de la généralisation du libre-échange à tous les domaines, l'unique voie d'accès à la prospérité des sociétés. Cette mise en évidence de cette construction politique et idéologique était nécessaire pour pouvoir envisager ensuite une déconstruction critique des croyances associées au libre-échange en général.

Justice et Paix est une ONG d'éducation au développement active en Belgique depuis 1978. Elle valorise les droits humains et la justice en tant que facteurs de paix et de développement durable. Sur base de son analyse des conflits et des enjeux internationaux, elle sensibilise les décideurs politiques et les citoyens et les encourage à devenir des acteurs de paix et de justice.

Un traité sous le feu des critiques

Outre les critiques générales que nous pouvons formuler à l'encontre de l'intensification du libre-échange, cette étude dresse les motifs d'inquiétude et d'indignation que le TTIP en particulier soulève auprès d'une partie importante de la population, de la société civile et du monde économique belges francophones. Ces critiques concernent aussi bien le manque de transparence démocratique qui enveloppe les négociations et que le contenu de l'accord. Les dangers qui pèsent sur la santé, la culture, l'environnement, les droits des femmes, le code du travail, l'économie locale ou l'agriculture de proximité rendent légitimes et indispensables des passages à l'action.

Passages à l'action

La dernière partie de cette étude amène enfin une réflexion générale sur les luttes citoyennes. Après un large aperçu de la pluralité des modes d'action mobilisés par des acteurs engagés contre le TTIP en Belgique, nous tentons d'en dresser un bilan en vue des actions futures. Sur base de nombreux témoignages de militants de terrain, nous invitons les lecteurs à s'interroger entre autres sur la place de la désobéissance civile, de la dimension collective ou du rôle de l'art dans une dynamique de résistance citoyenne. De cette façon, nous espérons contribuer, à notre échelle, à l'élaboration d'un contre-pouvoir nécessaire à l'émergence de conditions de vie digne pour tous.

Contact : Valéry Witsel, 0497/ 65 40 90, valery.witsel@justicepaix.be



« Les nouvelles luttes citoyennes.
*Mise en perspective à travers le
TTIP.* »
Étude rédigée par Valéry Witsel avec
le soutien et l'appui de la
Commission Justice et Paix
(60) pages
À commander sur
<http://www.justicepaix.be/>

Justice et Paix est une ONG d'éducation au développement active en Belgique depuis 1978. Elle valorise les droits humains et la justice en tant que facteurs de paix et de développement durable. Sur base de son analyse des conflits et des enjeux internationaux, elle sensibilise les décideurs politiques et les citoyens et les encourage à devenir des acteurs de paix et de justice.